

TIZI-OUZOU

169 établissements scolaires sans directeurs

De nombreux chefs d'établissements scolaires ont manqué à l'appel, à l'occasion de cette nouvelle rentrée scolaire 2016/2017, a constaté la commission éducation, enseignement supérieur et formation professionnelle lors de ses sorties sur le terrain.

Une situation confirmée, hier, par le directeur de l'éducation de la wilaya, lors de son intervention en plénière de la session ordinaire de jeudi dernier de l'APW. Sur les 902 établissements, 169 ne sont pas dotés d'un directeur, dont 132 écoles primaires, 26 CEM et 11 lycées, a signalé le responsable de l'exécutif chargé du secteur de l'éducation. Des dispositions ont été prises pour pallier aux déficits en procédant à la dotation des postes d'encadrement par des cadres intérimaires pour assurer les fonctions de proviseur, de DEM ou de directeur d'école, signale le même responsable. Mais les déficits persistent et pourront s'accroître en raison du nombre important de chefs d'établissement qui ont fait valoir leur droit pour le départ à la retraite en décembre prochain avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions réglementaires fixant l'âge du départ à la retraite. Comme le rappelle la commission de l'APW en charge des secteurs de l'éducation, signalant que «suite aux rumeurs du prolongement de l'âge du départ à la retraite dès 2017, un engouement sans précédent, dans un désordre indescriptible, est constaté à travers le territoire national.»

Il est à craindre que la parité entre les partants et ceux qui arrivent risque de ne pas être assurée vu que les nominations à ces postes de responsabilité s'effectuent à l'issue d'une formation appropriée. En réponse aux observations et critiques des élus sur le manque d'encadrement pédagogique, situation induite également par les départs précipités à la retraite, le directeur de l'éducation dresse un état des lieux plutôt rassurant. Sur les 1200 fonctionnaires partis à la retraite, 434 sont des enseignants. Des postes libérés s'ajoutant à d'autres disponibles que les services de la Direction de l'éducation ont entrepris de doter par l'apport de 823 nou-

veaux enseignants pour les différents paliers de l'éducation, soit 478 au primaire, 236 au moyen et 109 au secondaire, recrutés par voie de concours et l'opération se poursuit en puisant dans la liste d'attente des candidats ayant passé le concours organisé par le ministère de l'Éducation nationale, selon les précisions du représentant de ce département au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou pour qui le traitement de la liste d'attente s'est fait dans la transparence et la régularité. «Je n'ai toléré aucun dysfonctionnement dans le traitement de la liste d'attente et des sanctions seront prises à l'encontre de tout responsable concerné qui ne respecterait

pas l'affectation des postulants au poste d'enseignant, selon leur classement sur ladite liste», avertit M. Belkadi qui signalera qu'en raison de l'absence de postulants pour combler des déficits dans certaines filières, on a puisé dans la liste d'attente selon le classement sur la liste d'attente des candidats au niveau national.

Ainsi, 181 enseignants ont été recrutés hors wilaya et seront affectés dans les établissements de la wilaya. Des postulants de Tizi-Ouzou dont les noms ont été puisés de la liste d'attente au niveau national ont été affectés sur des postes dans d'autres wilayas.

S.A.M.

GRÈVE DES LYCÉENS ET COLLÉGIENS CONTRE LE CHANGEMENT DU CALENDRIER DES VACANCES SCOLAIRES

Y a-t-il eu manipulation ?

Qui a poussé les élèves des lycées et collèges de Tizi-Ouzou et d'autres localités de la wilaya à faire grève durant toute la semaine dernière pour protester contre une prétendue révision à la baisse du temps de vacances consacré par le calendrier des vacances scolaires ?

La question mérite d'être posée et la réaction prompte des élèves à faire grève ne peut que surprendre du fait qu'il ne s'agit que d'une rumeur. En attendant qu'une telle situation soit élucidée par les

autorités, le directeur de l'éducation de la wilaya de Tizi-Ouzou, s'est dit surpris comme beaucoup de monde de la soudaineté du mouvement de grève déclenché par les lycéens suivis par la suite par les collégiens «il n'y a aucun changement dans le calendrier national des vacances scolaires», a-t-il affirmé devant les élus de l'APW qui l'ont interpellé sur le sujet. M. Belkadi inquera que des élèves issus des lycées Stambouli, Amirouche, El Khansa et du technicum, sont les princi-

paux instigateurs de cette grève suivie de marche dans les rues de Tizi-Ouzou et d'autres localités de la wilaya.

Par petits groupes, ces élèves se sont déplacés vers d'autres établissements secondaires dans le but de les faire sortir des classes, racontera le premier responsable de ce secteur de l'éducation.

«J'ai reçu certains de ces élèves dans mon bureau, pour les écouter et connaître les véritables raisons de ce dérapage, selon ces élèves, c'est la remise en cause du changement du calendrier des vacances scolaires, qui a été réduit de 15 à 10 jours ainsi que la date des grandes vacances qui est reportée au 6 juillet. Je les ai rassurés en leur disant qu'aucune décision dans ce sens n'a été prise et que le calendrier des congés scolaires est resté le même que celui de l'année précédente», raconte le responsable. «Malgré toutes les assurances qui leur ont été données, le mouvement de contestation s'est poursuivi, des élèves sont allés plus loin encore en obligeant les élèves d'autres établissements scolaires à sortir de leurs classes, et rejoindre la rue.

La question reste ouverte, qui est derrière ce dérapage ?, s'interroge le même responsable qui déplore : «des chefs et cadres d'établissements qui ont voulu faire face, ont été agressés par des élèves, à l'exemple du directeur du collège Mouloud-Feraoun. Chacun de nous est interpellé pour reprendre les choses en mains et éviter que la situation ne dégénère.»

S. A. M.

TIPASA / ÉDUCATION NATIONALE

Célébration de la Journée mondiale des enseignants

Plus de quinze enseignants lauréats de l'éducation nationale de la wilaya de Tipasa, furent honorés récemment dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des enseignants.

La cérémonie qui s'est déroulée au sein du siège de la Direction de l'éducation de Tipasa, a fait dire à M^{me} H.S., la directrice de l'éducation de Tipasa «c'est un honneur et un grand événement, lors de cette Journée mondiale que d'honorer des enseignants de la wilaya, qui ont marqué à travers leurs hautes qualités d'enseignants, la célébration de cette Journée internationale des enseignants».

Plusieurs catégories de lauréats primés ont marqué cette cérémonie, à l'image des prix attribués à des professeurs de

lycée qui se sont distingués par des résultats et des moyennes exceptionnels, à l'instar de l'enseignant du lycée Ould-Kablia de Gouraya, un établissement qui s'est classé premier aux résultats du baccalauréat ; l'autre lauréat est un enseignant professeur au lycée Ali-Kacem de Ahmer El Ain, dont d'excellentes moyennes ont été obtenues par cet établissement ; le troisième professeur à être honoré est un enseignant au lycée de Koléa.

La seconde catégorie des enseignants primés est celle ayant organisé la participation

de leur établissement au Festival du théâtre amateur de Mostaganem, et des enseignants qui organisèrent la participation de leur établissement au festival de l'Opéra de Bordj El Kiffan et ayant obtenu un prix en 2014.

Toujours dans le cadre des récompenses, c'est le festival scolaire des arts plastiques en dessin et peinture, qui a vu un professeur de dessin du CEM Ben-Hawkel de Bou Ismail primé, avec l'obtention de six récompenses depuis l'histoire de ses activités dans cette filière.

La dernière catégorie des primés a été dédiée aux retraités particuliers dont l'âge d'activité atteint 60 ans et dont la période d'activité

légal est conforme au nombre d'années réglementaires d'exercice. Ainsi, cette journée festive s'inscrit dans le cadre de la recommandation adoptée et proclamée par l'Unesco en faveur des enseignants le 5 octobre 1966 et consacrée à la condition du personnel enseignant.

Rappelons que cette recommandation énonce les droits et devoirs des enseignants, ainsi que les normes internationales applicables dans les domaines de la formation initiale et du perfectionnement, ainsi que pour les conditions de recrutement, d'emploi, et des conditions d'enseignement.

Houari Larbi

VIEUX MILA

Approbation du Plan permanent de sauvegarde

Pour rappel, ce n'est qu'avec l'avènement de la loi 98/04 relative à la protection du patrimoine, précisément le chapitre 03 qui fait référence à la notion de secteur sauvegardé (Plan permanent de mise en valeur des secteurs sauvegardés), puis la promulgation du décret 03/324 du 5 octobre 2003 relatif aux modalités d'établissement dudit plan, que les sites historiques en Algérie ont connu un semblant de couverture réglementaire en mesure de freiner, un tant soit peu, leur dégradation.

Pour Mila, un décret exécutif portant le n° 09/404 en date du 29 novembre est venu décréter la création et la délimitation du secteur sauvegardé du vieux Mila, qui est d'une superficie globale de 38 hectares 165 ares 675 dont 7,20 ha intra-muros et, en 2011, le ministère de la Culture le clas-

se patrimoine protégé. Sur la base de cette batterie de textes, une étude portant sur l'élaboration d'un plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du vieux Mila a été lancée et confiée au bureau d'étude – Ziani Concept – qui est déjà bien avancé dans la concrétisation de cet

important dossier, puisque ayant déjà présenté, dans un premier temps, la première phase qui a trait au diagnostic et mesures d'urgence à prendre, puis la deuxième phase intitulée «Genèse historique, étude typomorphologique et avant-projet du plan de sauvegarde» et enfin la troisième phase qui est la rédaction finale, qui a été présentée la fin de la semaine écoulée.

Toutes ces phases ont fait l'objet d'une large concertation entre tous les acteurs concernés, en l'occurrence, autorités locales-services techniques et mouvement associatif représenté par l'association des amis du vieux Mila que préside le professeur

Segueni, parrain de cette initiative. Ainsi donc, le bureau d'études Ziani qui semble maîtriser à fond son sujet, pour la simple raison que ses éléments en charge de l'étude connaissent parfaitement les entrailles du vieux Mila, étant des descendants de ces lieux, a tenu donc à exposer la troisième et dernière phase (d'exécution) pour approbation et ce fut fait, à main levée par tous les présents, après un débat très chaud et bien fructueux.

Ainsi, des objectifs clairs ont été dégagés et des propositions d'aménagement formulées, alliant Restauration/Réhabilitation/Conservation/Restitution/Integration/Réinsertion ou Reconversion, le

tout dans un ordre clair, net et précis.

Adopté par les services techniques, ce PPSMVSS devrait être approuvé, dans un très proche avenir, par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), cette adoption aura force de loi pour empêcher toute intervention individuelle sur le site ou tous autres menus travaux, en mesure d'altérer l'aspect global de ce que devrait être la ville antique de Mila.

Au-delà, ce sera l'Agence nationale des Secteurs sauvegardés (ANSS), créée par décret exécutif en 2011, qui prendra le relais pour la mise en œuvre dudit plan.

A. M'haimoud